

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Nous ne céderons pas !

- Politique -

Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2015

Démocratie & Socialisme

Nous reproduisons ici un texte signé par plusieurs associations et syndicats.

Ceux qui ont fait subir à Paris et à Saint Denis un moment d'inhumanité absolue ne nous feront pas céder. Rien ne peut justifier ces assassinats. Chacune des victimes vit en nous parce que nous appartenons à la même humanité. Notre solidarité à leur égard et à l'égard de leurs familles est totale. Ce crime est immense mais nous refusons qu'il devienne un prétexte pour changer nos vies.

Nous ne sommes pas naïfs : nous savons que ces actes de terrorisme appellent des réponses à la mesure du danger qu'ils représentent. Comme nous savons que le rôle des forces de l'ordre et de la justice est essentiel pour protéger nos libertés.

Ceci ne justifie pas la direction prise par le président de la République et le gouvernement.

C'est la démocratie qui ne fonctionne plus qu'en apparence quand le Parlement est appelé à délibérer d'un jour à l'autre sous la pression de l'émotion et les assauts de démagogie de responsables politiques qui cultivent la peur.

Depuis 1986, les lois accordant plus de pouvoirs aux forces de l'ordre, organisant une justice d'exception et restreignant nos libertés, au prétexte de lutter contre le terrorisme, s'empilent. L'adoption d'autres dispositifs législatifs, y compris d'ordre constitutionnel, exige de poser la question de leur efficacité et de l'atteinte supplémentaire aux libertés qu'ils constituent. Avant de modifier la loi et de conférer à l'Etat des pouvoirs accrus, il faut que celui-ci s'interroge sur ce qui n'a pas permis d'éviter une telle abomination.

Demain, à coup de mesures d'urgence devenues permanentes, nous serons tous surveillés et suspects et l'Etat tout-puissant et sans contrôle. Le processus engagé par le président de la République a la forme d'une réponse martiale, il a une réalité : la restriction de nos libertés sans nous assurer plus de sécurité.

Vouloir priver de leur nationalité jusqu'aux personnes nées en France, c'est délivrer une nouvelle fois le message d'une France divisée. Le silence du président de la République, lors de la réunion du Parlement, sur l'indispensable engagement de l'Etat en faveur de l'égalité des droits, de la justice sociale, contre toutes les discriminations et contre toutes les manifestations de racisme accroît dramatiquement le sentiment d'exclusion que vit toute une partie de notre peuple. Il donne ainsi un peu plus corps à la stigmatisation croissante qui s'exerce mettant en péril notre volonté de vivre ensemble.

Nous voulons que ces dramatiques événements soient, au contraire, l'occasion de construire un autre chemin que celui qui nous est proposé. Un chemin qui refuse de désigner des boucs émissaires et qui refuse que la France soit en guerre contre elle-même. Un chemin qui donne à la paix et à l'égalité des droits toute sa place et qui s'engage en faveur d'une France solidaire, ouverte à l'autre, accueillante, libre et fraternelle.

Nous ne céderons pas à la peur dans laquelle veulent nous faire vivre ceux et celles qui font de la mort leur raison de vivre. Nous ne céderons pas à ceux et celles qui nous promettent une société aux libertés et à la fraternité limitées.

Nous appelons les femmes et les hommes de ce pays à rester solidaires et à lutter contre toute forme de racisme. Nous appelons aussi à la défense des libertés car nous ferons prévaloir en toutes circonstances notre liberté d'expression, de manifestation et de réunion. Nos organisations construiront partout en France ces lieux qui nous permettront de débattre et nous exercerons une vigilance permanente afin que nos libertés soient préservées et que nul ne soit victime de discriminations.

Nous ne céderons pas !

AC !, ACDA, Acort, Actit, AFD International, Amoureux au ban public, Association pour la reconnaissance des droits et libertés aux femmes musulmanes - Nord, Cedetim, CGT, Cimade, CIPG, Cnafal, Collectif des musulmans de France, Collectif féministe pour l'égalité, CRLDHT, Droit au logement, Emmaüs International, Faldi, Fasti, Fédération nationale de la Libre pensée, Fiacat, FIDH, FSU, FTCR, Genepi, Gisti, Mamans toutes égales, Mrap, Organisation de femmes égalité, Ozez le féminisme !, Planning familial, Respaix conscience musulmane, SNJ-CGT, SNPES-PJJ/FSU, Solidaires, Survie, Syndicat des avocats de France, UTIT.